

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

giscard président

la victoire d'un clan

éditorial par bertrand renouvin

« Faible, médiocre, aléatoire ». Ces mots employés autrefois par le général de Gaulle conviennent parfaitement à la majorité qui s'est portée dimanche dernier sur le nom de Valéry Giscard d'Estaing.

Etrange système, qui fait dépendre la politique d'une nation d'un léger glissement de voix, provoqué par une image, une promesse ou une impulsion dernière : comme l'ont montré des spécialistes de sociologie électorale, ce n'est pas le moindre paradoxe de la démocratie que de faire dépendre le pouvoir d'une petite minorité de citoyens.

Système absurde qui, à dates régulières, conduit la France à se diviser en deux camps. Jamais cette cassure n'est apparue avec autant de netteté. Derrière Giscard d'Estaing et Mitterrand, ce sont bien deux camps qui s'opposent et qui risquent demain de s'affronter. Deux camps plus socio-

logiques qu'idéologiques. Sans doute François Mitterrand arrive-t-il en tête dans les régions à forte tradition socialiste du Nord et du Sud-Ouest, de même que dans la « banlieue rouge » de Paris. Mais l'opposition est plus profonde encore : enquêtes et résultats montrent que les partisans de V. Giscard d'Estaing se recrutent dans la haute et la moyenne bourgeoisie, ainsi que dans les couches les moins actives de la population française. Les voix de François Mitterrand sont au contraire, dans une large mesure, celles de travailleurs, de Français actifs qui voient dans le candidat de la gauche le moyen de changer l'ordre actuel des choses. Telle est la constatation essentielle qui s'impose après le second tour. Elle ne traduit pas une préférence partisane pour tel ou tel, mais une vérité d'évidence, d'ailleurs lourde de conséquences.

Il ne s'agit pas de célébrer la victoire de « l'ordre » sur la « révolution », ou de regretter que le camp de V. Giscard d'Estaing n'ait pas été défait. Nous avons dit la semaine dernière que la victoire de l'un ou de l'autre entraînerait pour la nation la certitude du pire. Giscard battu, c'était toute une partie de la France qui se réfugiait dans l'émigration intérieure, avide de revanche et prête à toutes les aventures. Giscard élu, c'est aujourd'hui l'autre France qui assiste au triomphe — d'autant plus vif que la peur a été grande — d'une caste de possédants. Pour la France des travailleurs, c'est le temps de l'injustice et du mépris qui se perpétue, après l'espérance soulevée par les résultats du premier tour. Comme l'a déclaré François Mitterrand dimanche soir, sa déception sera à la mesure de son espoir.

(suite p. 3)

l'avenir des régions-frontières

100.000 salariés français traversent quotidiennement la frontière pour se rendre à leur lieu de travail. Leur nombre augmente de 15% par an. Ce sont les *travailleurs frontaliers*. Samedi 11 mai leurs représentants du Comité national des frontaliers de France se réunissaient pour leur second congrès autour de leur président, le Dr Simon Kessler. L'endroit était significatif, la ville de Saint-Louis, dans le sud de l'Alsace, véritable banlieue française de Bâle, au carrefour de la France, de l'Allemagne et de la Suisse. A l'ordre du jour : l'examen des revendications sociales des frontaliers et l'étude d'un projet de statut du frontalier européen.

Les lecteurs de la N.A.F. connaissent bien le phénomène frontalier. En octobre dernier, le Dr Kessler en avait dans ces pages souligné l'extrême complexité. La sous-industrialisation chronique des régions frontalières françaises, le caractère centralisé de l'action des pouvoirs publics, les différences profondes entre les législations sociales, les salaires et les conditions de travail des pays européens, les problèmes monétaires, les accords économiques internationaux, autant d'éléments qui influent sur l'ampleur du mouvement frontalier et l'emprisonnent dans un tissu serré d'interactions difficilement contrôlables. La solution à ce déséquilibre ? Elle est sur toutes les lèvres : il faut industrialiser les régions frontières. Par les temps qui courent, élections obligent, tout a été promis : pouvoirs accrus aux Conseils régionaux, primes diverses à l'industrialisation, prêts, subventions et enfin, n'oublions pas, l'Europe. Cette sainte mère l'Europe qui délivrera de tous les maux. On vient d'ailleurs d'en célébrer le vingt-cinquième anniversaire à Strasbourg et l'enthousiasme populaire a été à la hauteur de l'institution, totalement nul. Mais il est grand temps que certains mythes tenaces s'effondrent, tel celui de la nécessité d'une intégration économique européenne pour résoudre le malaise de nos régions frontières.

INDUSTRIALISATION ET REGION FRONTIERE

François Perroux nous a appris que le développement d'une région s'agence autour d'un pôle interne, générateur d'activités économiques et que la puissance d'entraînement de ce pôle dépend d'un certain nombre d'unités motrices. La région frontière, confrontée à la présence de pôles étrangers, se révèle une zone d'amplification des effets de polarisation. Si le dynamisme des pôles étrangers est supérieur au sien, il y aura des effets de domination et d'agglomération. Les doctrines économiques libérales, à l'origine d'organismes comme le G.A.T.T., pensent alors que la libéralisation totale des échanges entre les divers pôles aboutira à une régulation automatique des effets de domination et améliorera l'ajustement des ressources globales aux besoins de l'ensemble intégré. C'est cette politique qui régit les efforts actuels vers l'union européenne. Les traités de Rome, qui voulaient à l'origine établir des politiques communes dans les domaines de l'agriculture, de la recherche, de la fiscalité, etc., auront surtout abouti à la libéralisation des échanges des produits et des hommes. D'où le phénomène frontalier et sa

croissance toujours plus rapide. Le bien-être général par la réduction des écarts nationaux, ce beau rêve des pionniers de l'Europe, qui y pense encore ?

Les régions frontières situées à la jonction de pays différents ne pourront, assure-t-on, que bénéficier d'un tel accroissement des échanges. Rien n'est moins sûr. De récents travaux universitaires nous aident même à soutenir le contraire. Il s'agit d'études statistiques sur les motivations à l'origine des implantations industrielles opérées depuis vingt ans dans une région frontière précise, l'Alsace (1). L'examen de ces motivations est révélateur. Selon l'origine nationale des entreprises installées il a été possible de dresser des tableaux indiquant les raisons ayant provoqué un investissement en Alsace.

Les entreprises européennes (allemandes surtout) : elles s'installent dans les régions frontières pour prendre pied sur le marché français, pour y établir une « tête de pont » bénéficiant de nos primes à l'industrialisation, de nos salaires plus bas, des écarts monétaires, tout en restant à proximité de la maison-mère qui conserve les centres de décision et les activités de pointe. Si l'unification des législations commerciales, fiscales etc., était achevée ces entreprises resteraient chez elles, le souci essentiel devenant alors le transport jusqu'au lieu du marché.

Les motivations des entreprises françaises s'implantant en Alsace sont différentes : elles veulent se rapprocher de leurs marchés européens mais rester tout de même sur le territoire national par crainte des difficultés d'une implantation à l'étranger. Ainsi, si l'Europe était économiquement unie, ces entreprises s'installeraient alors sans problème à l'étranger, sur les lieux mêmes de leurs marchés.

Dernière rubrique, les entreprises étrangères non-européennes (américaines). Comme les entreprises françaises elles veulent exporter vers les centres européens et s'installent alors dans nos régions frontières pour être proches de leurs marchés allemands tout en bénéficiant des bas salaires locaux. C'est le cas de General Motors à Strasbourg. Si l'Europe sociale se faisait elles n'auraient plus aucun intérêt à rester en Alsace.

Moins l'Europe avancera, plus les régions frontières françaises auront de chance de développer leurs industries. Il faut se rendre à cette évidence. Le processus d'intégration européenne conduira à une aspiration des activités industrielles des régions moins favorisées vers d'autres plus dynamiques et plus attractives. L'Europe de demain sera divisée en zones super-industrialisées, reliées entre elles par de gigantesques voies de communication et en *no man's lands* agricoles et touristiques. Ce que le géographe alsacien Etienne Juillard appelle la « finistérisation » des régions frontières. Les premiers symptômes sont déjà là : on assiste en effet depuis quelques mois à un déclin des investissements allemands en Alsace, au profit désormais des régions situées outre-Vosges. La logique du capitalisme international est implacable et c'est folie d'en refuser l'évidence. A la fin du XVII^e siècle les artisans textiles alsaciens, victimes (déjà !) de la concurrence suisse, demandèrent à Louis XIV de mettre fin au trop grand libéralisme des échanges avec nos voisins d'outre-Rhin et d'ouvrir les marchés français à leur production. L'essor de l'industrie alsacienne, du textile d'abord, puis de la construction mécanique et de la chimie, trouva son origine dans ces arbitrages royaux. Belle leçon d'indépendance politique à l'encontre des féodalités économiques !

LE REVEIL

Les régions frontières et leurs populations, endormies par des sérénades électorales béates d'optimisme, vont au devant d'un douloureux réveil. Il faut secouer cette torpeur avant qu'il soit trop tard et poser enfin les vrais problèmes. Dénoncer le mythe d'une Europe des peuples qui ne masque qu'un affairisme éhonté ; dénoncer les activités des organismes multinationaux d'aménagement du territoire au service des intérêts économiques étrangers (telle la « Regio basiliensis » dont l'unique souci est de fournir de la main-d'œuvre alsacienne aux entreprises bâloises) ; dénoncer la prolifération des grandes voies de communications routières et fluviales qui aspirent définitivement les centres d'activités périphériques vers des Fos ou des Ruhr tentaculaires et sont à l'origine de massacres écologiques effroyables (2). Telles peuvent être les grandes lignes d'un programme de défense des régions frontières.

Et les travailleurs frontaliers ? Leur situation, *mutatis mutandis*, est comparable à celle des ouvriers du XIX^e siècle victimes de la loi Le Chapelier. Tributaires d'un libéralisme effréné qui en fait des esclaves économiques, ils doivent s'organiser pour imposer leurs droits. Ainsi que les travailleurs du siècle dernier qui ont su conquérir les droits de grève et d'association, ils doivent exiger ce « statut européen du frontalier » qui leur donnera un début de dignité sociale (garantie d'emploi, égalité fiscale). Mais que ces revendications n'occultent pas le fond du problème. Il est nécessaire de réintroduire la question des frontaliers dans la critique globale de la société industrielle et dans le débat autour de l'avènement d'une société qualitative et sociogérée. Et voilà que nous retrouvons les grands thèmes de la campagne de Bertrand Renouvin : libérer les Français de la dictature des marchands, élaborer un projet de civilisation où la France puisse fonder sa prospérité et son rayonnement sur la coopération avec tous les pays du globe soucieux d'indépendance et de justice. Combien alors nous paraissent tristes et fades les recettes des partisans du corset européen. Les travailleurs frontaliers sont au premier rang des laissés-pour-compte de l'Europe ; puissent-ils également se retrouver en tête du combat libérateur.

Bernard ROEMER

(1) International Workshop on Regional Difference (mars 1974) : Communications de Sabine Urban et M.-C. Monnoyer, professeur d'économie à l'I.E.P. de Strasbourg.

(2) C'est le cas du projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône qui éventrera tout le sud de l'Alsace. René Dumont totalisa jusqu'à 20% des voix dans certains villages de cette zone. Un signe !

le "projet royaliste"

Un livre de Bertrand Renouvin sur l'alternative de société dont la monarchie est le pivot. Bonne introduction aux objectifs des royalistes en 1974.

1 ex. : 15 F ; franco : 18 F.
5 ex. : 65 F ; franco : 69 F.
10 ex. : 100 F ; franco : 105 F.

Adresser les commandes accompagnées de leur règlement à l'Institut de Politique Nationale - B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01 - C.C.P. La Source 33 537 41.

III^e FESTIVAL DE MUSIQUE TRADITIONNELLE LES 1^{er} ET 2 JUIN A SAINT-LAURENT, 18 - CHER, PRES DE BOURGES ET DE VIERZON.
VENEZ NOMBREUX !

éditorial (suite)

Ainsi, même s'il le désire, V. Giscard d'Estaing ne sera pas le Président de tous les Français. Depuis qu'il est ministre, il est trop nettement apparu comme l'homme d'une caste, comme le serviteur des intérêts capitalistes, pour qu'il puisse maintenant entraîner l'adhésion de ceux qui ont eu à subir sa politique. Car l'élection présidentielle ne clôt pas le débat entre la « droite » et la « gauche », entre le conservatisme et l'espoir — en l'occurrence mal placé — d'un changement profond. Il faut au contraire s'attendre à des mouvements sociaux de grande ampleur dans les prochaines semaines. MM. Marchais et Séguin les ont annoncés. Mais surtout, l'intermède électoral n'a fait que différer un mécontentement qui s'était déjà traduit au mois de mars par des grèves longues et dures.

Ne doutons pas de l'ampleur de la réaction de la France du travail, que V. Giscard d'Estaing sera bien incapable de désamorcer. Car le temps n'est plus aux promesses « tous azimuts », mais à des bilans qui interdisent la réalisation des « changements » annoncés. Tel est le sens de la note du directeur du budget, qui conclut à la nécessité d'une aggravation de la pres-

sion fiscale, accompagnée d'une « pause dans l'extension des transferts sociaux ». Triste réalité, que les Français ne tarderont pas à éprouver, malgré les opérations de camouflage en cours de préparation au ministère des Finances : autre déception, qui ne manquera pas d'accroître le ressentiment.

Changements irréalisables dans les conditions et avec l'équipe actuelles, **risques** d'explosion sociale sans cesse grandissants : on mesurera avant peu la vanité des slogans rassurants de V. Giscard d'Estaing.

Pauvres conservateurs, qui ne cessent d'être bernés : persuadés de voter pour « l'ordre », ils ont créé par leurs votes les conditions de ce qu'ils appellent « désordre ». De même, aux législatives de 1973, les partisans de l'ordre moral avaient reconduit une équipe gouvernementale qui s'était empressée de présenter à l'Assemblée nationale un texte légalisant l'avortement. De même, ils se sont empressés d'oublier que Giscard avait été un défenseur acharné du projet gouvernemental, et seront tout étonnés, demain, de le voir reprendre son idée. Et ce sont ceux-là qui nous accusent de complaisance à

l'égard de la gauche, alors qu'ils font tout pour accentuer les clivages, rejetant une moitié de la France dans « l'enfer » par esprit de guerre civile.

Répétons une fois encore que nous ne ferons pas nôtre cette mentalité. Le souci de la communauté nationale tout entière a dicté notre position pour le second tour. Il demeure primordial, au seuil des épreuves qui nous attendent. Nous continuerons à refuser de nous ranger dans un camp, ou de nous définir contre tel autre. C'est dire que nous ne cesserons de critiquer les partis de gauche, qui procèdent à un véritable détournement d'espérance. C'est dire que nous ne serons pas du camp de M. Giscard d'Estaing : en matière diplomatique, la conjonction des « centrismes » nous fait présager le pire. Dans le domaine social, nous ne saurions lutter contre les revendications normales et la colère légitime de travailleurs bernés ou déçus.

Telle est notre façon de préparer l'avenir. Telle est notre façon de préserver l'idée d'une France réconciliée avec elle-même, tout en préparant les conditions politiques qui lui permettront de s'incarner.

Bertrand RENOUVIN

l'europe en difficulté

Anesthésiée par la campagne électorale, la France se prépare maintenant à un réveil difficile et brutal. Sur le plan intérieur comme extérieur les difficultés politiques ne manqueront pas, mais les menaces économiques sont peut-être plus graves. La préoccupation majeure — obsédante — reste l'inflation et il serait étonnant que l'indice des prix pour avril et mai se soit stabilisé. Ainsi la flambée des prix aggrave les inégalités sociales et rend inévitable un « troisième tour social », sans compter le déficit de notre balance commerciale et la dépréciation de notre monnaie.

La décomposition de l'Europe, les menaces sur le franc s'inscrivent pourtant dans un climat d'expansion soutenue, dans le cadre d'une activité économique plus forte que prévue dans la plupart des secteurs.

C'est en Italie que nous réalisons jusqu'à présent notre plus gros excédent commercial. Et c'est l'Italie qui décide aujourd'hui de restreindre la libre circulation des marchandises, l'une des règles de base de la Communauté Economique Européenne. En imposant aux importateurs italiens le dépôt à la Banque d'Italie d'une caution égale à 50 % de la valeur des achats, elle porte un coup sérieux à nos exportations et plus particulièrement à des secteurs très sensibles de notre économie, l'agriculture par exemple. La décision du Danemark nous touche moins fortement. Elle est également révélatrice du processus de désintégration européenne qui peut sembler irréversible tant « l'Europe » se découvre telle qu'elle est : un compromis temporaire entre des intérêts politiques et

économiques profondément divergents. Et devant les ministres des Affaires étrangères des Neuf, réunis à Bruxelles pour tenter d'obtenir un aménagement du plan italien, M. Callaghan en vient — lui aussi — à nier toute utilité aux procédures communautaires. Position réaliste rejoignant celle de Bonn qui refuse de devenir le « donneur de sang » de l'Europe.

Car l'Allemagne Fédérale est aujourd'hui le pays européen dont l'économie est la plus solide. Bien sûr Willy Brandt laisse quelques problèmes à Helmut Schmidt. En Allemagne — comme dans l'ensemble des pays industrialisés — l'inflation marque une nette tendance à l'accélération, elle ne devrait pourtant pas dépasser un rythme annuel de 7,5 % à 8 %. Le chômage touche maintenant près de 2,5 % de la population active soit quelque 500.000 personnes. La croissance, enfin, est en légère baisse. De plus, sur le plan social, le chancelier socialiste aura à charge d'assurer le succès de la cogestion paritaire et du système de la capitalisation ouvrière. La première réforme — qui sera mise en place le 1^{er} janvier 1975 — associera ouvriers et employés, cadres et patrons à la gestion des six-cents plus grandes firmes du pays. Quant à la capitalisation ouvrière, elle devrait permettre une participation très étendue aux bénéfices des entreprises.

Mais si l'Allemagne connaît des problèmes, la puissance de son économie permet de les surmonter plus facilement. Malgré cinq réévaluations successives du deutschmark, l'excédent de sa balance commerciale ne cesse de s'accroître. Et le 2 mai 1974, pour la première fois de son

histoire, le deutschmark a atteint le double de la valeur du franc français.

Dans ce contexte, l'arrivée au pouvoir d'Helmut Schmidt marque un tournant dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe. On s'accorde à voir en lui un Atlantiste et un Européen convaincu. Personne n'a oublié qu'à Washington, en février dernier, il s'opposa avec une froide résolution aux contestations de M. Jobert. Avec Helmut Schmidt se brise le rêve d'une Europe des nations, conduite par la France. C'est le triomphe de l'alliance germano-américaine.

P. D'AYMERIES

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

contre la démission na

Dimanche 19 mai, 23 heures, M. Giscard commente son succès à la télévision avec ce ton de fausse modestie qui cache mal sa suffisance satisfaite. Il termine. Soudain stupeur. Il revient devant les micros et recommence une déclaration... en anglais. Ainsi un des premiers propos officiels du nouveau Président de la République aura été prononcé dans la langue de M. Nixon. Anecdote mineure ? Que non ! On peut y voir au contraire un symbole de ce que va être la politique de **démission nationale** de la nouvelle majorité giscard-centriste devant l'atlantisme pro-américain.

L'HEURE DU CENTRISME

On nous objectera que M. Giscard a axé partiellement sa campagne sur le thème de l'indépendance nationale. Et pour cause ! Il fallait bien séduire les électeurs « chabanistes ». Mais ni la composition sociologique de la nouvelle majorité ni le passé de ses figures de poupe et hommes de proie ne peuvent rassurer.

Examinons tout d'abord le cas de la majorité. Les voix de la coalition présidentielle du second tour viennent pour l'essentiel du bloc Giscard-Lecanuet centriste et européen constitué au premier tour. Les « chabanistes » ne constituent qu'un appoint méfiant mais résigné. C'est à leur tour de se trouver dans la situation qui fut celle du centre de 1958 à aujourd'hui. Acculés à choisir entre une opposition prudente jusqu'aux échéances électorales exclusivement et un ralliement pur et simple.

Au demeurant si les cent-quatre-vingts députés U.D.R. faisaient trop de difficultés au Président voire votaient une motion de censure, une dissolution s'ensuivrait. Les nouvelles élections verraient ou une victoire de la gauche ou un alignement de la majorité parlementaire sur le centrisme présidentiel. Dans ces conditions, il est probable que l'immense majorité des députés U.D.R. préférera avaliser la politique extérieure du **brain-trust** présidentiel quelle qu'elle soit plutôt que de se faire hara-kiri.

LE CLAN DU « VOLAPUCK »

Et ledit **brain-trust** est particulièrement réussi dans le style anti-national.

Giscard appartient à une dynastie bourgeoise qui a l'argent pour seule patrie. Son banquier de père lui a appris à calculer précocement les taux d'escompte et le volume du crédit, mais sûrement pas le culte de la terre et des morts. Même quand Giscard servait le général de Gaulle il prenait ses distances avec tout ce qu'il y avait d'anti-européisme. A la conférence de Nairobi en décembre dernier, il a adopté pratiquement les thèses monétaires américaines. Depuis 1969, il a donné systématiquement le feu vert à tous les multiples achats d'entreprises françaises par les capitaux étrangers et notamment anglais. On peut lui faire confiance pour trahir peu à peu les intérêts français en faisant mine de les servir.

Son factotum Poniatowski s'est illustré en publiant un livre ridiculisant la notion d'indépendance nationale.

Lecanuet — en qui certains voient le futur ministre des Affaires étrangères — est un cas pathologique. Sa tête de clergyman cache mal une âme de Robespierre de l'Europe. Démocrate-chrétien frénétique, il hait la nation, le fait de naissance qui constitue la communauté française. Il rêve de lui substituer un gigantesque ensemble supra-national dans lequel une pâle idéologie, sorte de résidu laïcisé de feue la chrétienté, servirait de cache-misère à la domination des firmes multinationales. Son bras droit n'est autre qu'Abelin administrateur — entre autres — d'une branche française de l'I.T.T.

Reste l'ineffable général Stehlin. Ce militaire n'est plus un soldat. Il ne croit pas au concept de défense nationale. Il estime que face au danger soviétique la dissolution de l'armée française dans une armée dirigée par l'Europe serait la panacée. Et si en cas de conflit — au demeurant bien improbable — de la France

avec l'U.R.S.S., la majorité de nos partenaires par exemple décidait de rester neutre et de mettre son veto à l'utilisation de l'armée multinationale !

La nomination de ce pantin au ministère de la Défense nationale serait une véritable provocation et devrait être relevée comme telle.

FAIBLESSES ET CHANCES DE LA FRANCE

Ainsi se prépare subrepticement l'effacement de tout projet diplomatique français. Ceci est d'autant plus désolant que la France vit dans un monde où elle est menacée mais en même temps capable de jouer de nouvelles cartes.

Menacée. Sûrement pas certes par l'impérialisme soviétique suffisamment empêtré dans sa rivalité avec la Chine et peu soucieux d'avoir à digérer l'Europe occidentale ! Mais beaucoup plus probablement par les diktats américains. Nous vivons encore sous le régime de Yalta. Ce sont les Etats-Unis qui envahissent économiquement notre pays. Ce sont eux qui communiquent à notre société industrielle calquée sur le modèle anglo-saxon toutes les maladies de civilisation. Ce sont eux qui essaient de faire financer par le monde occidental leur inflation galopante. Et il ne faut pas nous dissimuler que la plupart des gouvernements européens sont déjà très asservis au complexe militaire et industriel d'outre-Atlantique. Les reptations de M. Scheel à la Conférence de Washington au nom de « l'Europe » sont encore dans toutes les mémoires.

Capable de jouer de nouvelles cartes. La France a la possibilité de constituer un pôle d'attraction.

En Europe tout d'abord. Nous sommes hostiles à l'actuelle Europe du Marché commun et des trusts. Mais nous ne souhaitons nullement nous replier peureusement à l'intérieur de nos frontières ! Bien au contraire, notre pays doit pro-

l'abstention royaliste

Au fur et à mesure que le recul du temps rendra moins vives les passions et les peurs d'un moment, l'abstention « royaliste » de la *nouvelle action française* sera mieux comprise. Déjà, l'analyse des résultats, les données des sondages sur la composition des électorats auront fait réfléchir certains. Ce régime, absurde dans son principe, funeste dans ses conséquences apparaît dans sa vérité : diviseur de la nation et facteur de luttes civiles.

Tandis que le monde du travail et la jeunesse ne se reconnaissent pas dans le pouvoir, tandis que la part la plus dynamique de la nation se sent frustrée dans ses espérances, le royalisme français pourrait-il sans se renier rallier le clan de l'éphémère vainqueur, en acceptant le principe même de son système, tournant le dos à une moitié des citoyens ?

Alors, nous cautionnerions la loi folle,

sauvage et injuste du nombre, au moment où celle-ci manifeste sa nature. Du même coup, nous mettrions sous le boisseau l'idée et le recours d'une légitimité française, seule voie de la restauration de l'unité nationale dans la fraternité et le progrès.

Prenant parti, nous devenions partisans. Le royalisme se trahissait. Refusant l'esprit partisan, la trahison, la lutte civile, le royalisme demeure et peut faire briller une espérance.

Bientôt notre « abstention » d'un moment apparaîtra dans sa dimension « prophétique », annonciatrice d'un avenir non plus redoutable mais éclairé d'une espérance. Celle qu'incarne le chef de la maison de France, le seul qui ne soit contre personne parce qu'il est l'homme de la nation.

G. L.

« LE TOURMENT

ET LA FATALITE »

Valéry Giscard d'Estaing
à Raymond Tournoux

— « Conseilleriez-vous à vos fils de choisir la carrière politique ? »

— « Certainement pas. On ne peut pas entrer dans la carrière politique par une espèce de vocation a priori : à ce moment-là, il ne s'agit que de l'ambition. On doit y parvenir à la suite d'un déroulement naturel de l'activité qui vous place, si je puis dire, sur la trajectoire de cette carrière.

« Je ne pense pas que la carrière politique sera très intéressante, en France, dans l'avenir. Les problèmes qui peuvent agir sur le cours de la civilisation ou du monde seront traités sur une échelle plus vaste. Il sera plus intéressant de s'orienter, soit vers des activités intellectuelles, soit vers la participation à des organismes de taille européenne, soit encore vers les institutions politiques qu'il faudra bien un jour mettre en place. »

Ainsi, selon Giscard, il n'y aura plus de pouvoir à Paris après lui. Alors où ? à Bruxelles, à New York ?

A. Giscard d'Estaing livre là le fond de sa pensée.

On comprendra que nous n'ayons rien de commun avec lui.

poser un modèle de société à ses voisins. N'oublions pas que ceux-ci pâtissent davantage que nous de la crise mondiale de la démocratie. L'Allemagne de l'espion Guillaume, la Grande-Bretagne sans majorité, l'Italie en pleine pagaille parlementaire, l'Espagne du franquisme finissant, le Portugal où un bouillonnement confus a succédé à quarante-six ans de salazarisme, se cherchent et s'interrogent. Un Etat stable, doté d'un projet diplomatique et capable de proposer une alternative au capitalisme bureaucratique, pourrait avoir un réel ascendant sur nos voisins.

De Gaulle qui n'avait pu ou voulu réaliser la troisième condition avait su provisoirement et partiellement instaurer les deux premières. C'est cet acquis qui a été remis en cause le 19 mai.

La France a aussi un rôle mondial à jouer. La politique arabe, les appels du pied lancés en direction du Québec et de l'Amérique latine voire de certains pays de l'Est comme la Roumanie constituaient des pistes intéressantes. A condition que la France n'apparaisse pas comme liée au style de civilisation anglo-saxon. A condition qu'elle ne laisse pas chez elle dominer le « lobby » israélien. Or la majorité nouvelle est atlantiste et sioniste.

Les électeurs qui ont voté Giscard le 19 mai pour préserver les valeurs de « l'Occident chrétien » ne se rendent pas compte qu'ils ont ainsi contribué à achever sa transformation en une société cosmopolite, mercantile et désertée par l'espérance. Raison de plus pour les abandonner à leur peur naïve et pour nous adresser aussi bien au courant gaulliste populaire qui subsiste dans le pays qu'à l'électorat de la gauche patriote présentement incarné et trahi par le P.C. C'est avec ces Français que demain nous secouerons le joug du saint empire américain-germanique.

Paul MAISONBLANCHE

AVORTEMENT

Certains chrétiens musclés faisaient dire des messes pour assurer la victoire de Giscard face au satanique Mitterrand otage des communistes. « Minute », fidèle défenseur des valeurs chrétiennes convertibles en eurodollars, mobilisait ses lecteurs en faveur du ministre des Finances. Enfin « Ordre Nouveau » faisait le service d'ordre viril du nouveau paladin de l'Occident.

Dieu merci on respire maintenant à l'extrême-droite. L'Elysée n'est pas occupé par un matérialiste athée mais par un bon chrétien qui se dit fier d'appartenir à « une famille spiritualiste ».

Une des premières décisions du bon chrétien sera de faire voter par le Parlement la loi sur l'avortement, concoctée par son acolyte Poniatowski. Pour 160 F on pourra impunément assassiner des bébés par empoisonnement au sel ou en faire de la purée de fœtus par la méthode Karman. Le Dr Peyret, adepte de l'eugénisme et de la race des seigneurs, triomphera.

Certes il était impossible de barrer la route à l'avortement par la voie légale puisqu'en la matière les intentions de Mitterrand étaient tout aussi odieuses. Du moins pouvait-on attendre de chrétiens se voulant intègres qu'ils ne cautionnent sous aucune forme un candidat avorteur. Mais n'est-ce pas trop demander à des gens totalement dénués de sens politique ?

la certitude royaliste

France, qui t'a défigurée ce soir ?

La tristesse. Comme une salle de bal après le départ des derniers amoureux ; ou l'arène rougie après la mise à mort. La tristesse et la déception à la mesure des espoirs inassouvis ; la tristesse et la joie indécente après l'éloignement de la peur.

Dans ce système qui divise, je ne vois plus la France. La France n'est pas une guerre civile.

A l'heure des abandons et des compromis, des vengeances et des insultes, la France n'existe plus : la « droite » a repoussé la « gauche ».

France, qui t'a vendue ce soir ?

Des milliards dépensés en vain, une foi sans objet, la kermesse et le « décrochez-moi ça ». L'assurance retrouvée du pouvoir, la jouissance d'une victoire arrachée de peu, le triomphe d'une coalition hétéroclite manipulée avec art.

Le bâillon qui étouffe, la centralisation, la gestion technocratique sans envergure, la « petite semaine », la braderie ou le « souk » au plus offrant.

PAS D'ALTERNANCE...

France, pourquoi ces hommes agités ou déçus ? Pourquoi ces divisions ?

La fraternité ne sortira que de l'unité. La monarchie — qui n'est pas un parti — peut seule la garantir : « Dans la démocratie formelle, l'accession à la charge suprême est le fait de la compétition dans le style individualiste du siècle dernier ; toutefois il est permis d'espérer qu'un jour, pour en finir avec l'escalade permanente du pouvoir, le moyen sera trouvé d'instituer dans la République une autorité qui ne soit pas seulement légale mais légitime : ce peut être l'exigence naturelle de la société véritablement organique qui doit naître des réalités de ce temps. Pour y parvenir, il n'est d'autre formule que l'enracinement des institutions dans la masse populaire et la participation active des citoyens aux affaires publiques. C'est ainsi qu'un gouvernement trouve ses assises légitimes et par là son indépendance et son autorité » (1).

Aucun Etat n'est légitime parce que légalement élu. La légitimité est « fondée sur le respect du peuple et du pouvoir qui le représente, le guide et le sert » (1) ; elle n'est pas fondée par le droit seul : « en décidant également la fidélité à la nation, la faculté d'assurer son indépendance et son unité » (2).

Et la France n'est pas un parti ; la nation n'est pas une idéologie ; l'unité n'est pas l'oppression d'un clan par un autre.

On voit mieux qu'« il n'est pas venu le temps où l'alternance à l'américaine deviendra, chez nous, une réalité de gouvernement » (1), car la France a ses habitudes et le suffrage universel est maniable à sou-

hait. Et toute victoire des uns est l'écrasement des autres, à moins...

A moins que les frères ennemis cherchent à résoudre leurs conflits, d'abord en se tolérant, ensuite en se conjuguant.

... SANS MONARCHIE

Il faut pour cela aimer la France et se reconnaître comme des frères aux dispositions complémentaires ; celui qui dit aimer la France en haïssant une catégorie de Français, est un menteur.

Et pour aimer la France, il faut refuser un système qui la divise et la détruit ; il faut tendre à l'unité et « la recherche de l'unité est bien la conception la plus réaliste, la plus généreuse et la plus nécessaire de notre temps » (1). Car la politique n'est pas l'apanage de quelques bureaucrates ; l'Etat n'est pas le bien d'une caste ; il n'y a pas de vrai projet politique sans la coopération de tous les Français.

C'est pourquoi « au moment où il faut réaliser la plus grande et la plus rapide mutation de notre histoire qui bouleversera, qu'on le veuille ou non, nos structures sociales et modifiera radicalement les conditions de vie de chacun, tous les Français doivent être conviés à réaliser en commun cette immense entreprise... Je crois que l'effort gigantesque qu'il va falloir accomplir dans la paix, requiert la même unité dans l'action que l'effort de libération exigé dans la guerre. Si les mots ont un sens, la politique d'ouverture et de contrats de progrès ne saurait avoir de meilleure application, il est même évident qu'elle ne peut avoir que celle-là ; elle ne peut consister, en tout cas, à exclure de l'effort national près d'un quart des Français sous le couvert de l'anticommunisme : il n'est pas possible que l'anticommunisme soit l'alpha et l'oméga de la politique intérieure de la France. » (1)

Que dire lorsque l'exclusion vise la moitié des électeurs du pays ?

Le problème de l'alternance au pouvoir ne se pose pas en termes d'exclusive ni de rejet, mais de composition. Cette alternance ne pourra voir le jour sans que soit réglé le problème de l'Etat, sa nationalisation, son indépendance et sa stabilité, gages de la permanence de son action et de la continuité de ses projets.

C'est pourquoi les royalistes ne sont pas surpris, joyeux ou déçus après ces élections présidentielles. Par leur certitude royaliste, ils ont choisi la France entre les deux gestionnaires d'un système étranger au bien et à l'avenir de la nation.

Philippe VIMEUX

(1) Comte de Paris, *Monde*, 25 août 1970. Lettre sur le septième centenaire de la mort de Saint Louis.
(2) Comte de Paris ; préface aux *Mémoires de Louis-Philippe*.

Si cette troisième page « arts » paraît avec quelque retard, c'est que la N.A.F.-hebdo a donné, bien légitimement, la priorité à la campagne de Bertrand Renouvin.

Le jeu électoral et son résultat ne peuvent que renforcer notre certitude que l'artiste, le créateur, demeure le banni, le réprouvé de la société. Si son état naturel est révolutionnaire comme nous le pensons, sa mission première demeure d'ouvrir les yeux du citoyen sur la vanité du confort matériel, moral et intellectuel. Ce confort qui est toujours le but suprême de notre société matérialiste et bourgeoise. L'artiste se doit de déranger les raisonneurs et les calculateurs par ses blasphèmes contre la religion de la production et de la consommation. Qu'il sache que cette page lui est ouverte afin qu'elle soit un des instruments de sa révolte.

Pierre LIMOUSI

les équivoques de l'imaginaire

« Tant va la croyance à la vie, à ce que la vie a de plus précaire, la vie réelle s'entend, qu'à la fin cette croyance se perd. L'homme, ce rêveur définitif, de jour en jour plus mécontent de son sort, fait avec peine le tour des objets dont il a été amené à faire usage, et que lui a livrés sa nonchalance, ou son effort, son effort presque toujours, car il a consenti à travailler, tout au moins il n'a pas répugné à jouer sa chance (ce qu'il appelle sa chance). »

S'il garde quelque lucidité, il ne peut que se retourner alors vers son enfance qui, pour masquée qu'elle ait été par le soin des dresseurs, ne lui en semble pas moins pleine de charmes. Là, l'absence de toute rigueur connue lui laisse la perspective de plusieurs vies menées à la fois ; il s'enracine dans cette illusion ; il ne veut plus connaître que la facilité momentanée, extrême, de toutes choses. Chaque matin, des enfants partent sans inquiétude.

Mais il est vrai qu'on ne saurait aller si loin, il ne s'agit pas seulement de la distance. Les menaces s'accroissent, on cède, on abandonne une part du terrain à conquérir. Cette imagination qui n'admettait pas de bornes, on ne lui permet plus de s'exercer que selon les lois d'une utilité arbitraire ; elle est incapable d'assumer longtemps ce rôle intérieur et, aux environs de la vingtième année, prête en général abandonner l'homme à son destin sans lumière. »

LE « MANIFESTE DU SURREALISME »

C'est par ces mots qu'en 1924 — il y a un demi-siècle — André Breton ouvrait le *Manifeste du Surréalisme*. Il faut revenir à cette source (qui est aussi un aboutissement, celui des premières années du surréalisme, de 1919 à 1924) pour comprendre comment est né ce mouvement, florissant pendant l'entre-deux-guerres, et vivant jusqu'après la mort de Breton en 1966.

Je ne veux absolument pas résumer l'histoire du surréalisme, ni même rappeler quels furent ses thèmes favoris. Il y a d'excellents livres pour cela (1). Je voudrais seulement attirer l'attention sur ce qui expliquait (et peut-être justifiait) son apparition, et comment il est tombé dans les pièges d'une magie à coloration freudienne, ou — à l'opposé — dans ceux de l'engagement marxiste.

Au lendemain de l'armistice de 1918, André Breton et ceux qui allaient devenir ses amis — Philippe Soupault, Paul Eluard, Antonin Artaud, Jean Paulhan, Robert Desnos, Benjamin Péret, Georges Auric, Joseph Delteil, etc. — n'ont pas pu ou n'ont pas su distinguer la menace immédiate qui pesait sur la société française : la paranoïa germanique, faite de ce mélange explosif d'ultra-rationnel et d'extra-rationnel, qui allait effectivement exploser peu de temps après. Ils n'étaient pourtant pas aveugles : ils étaient hypermétropes. Ils ne voyaient pas ce qui était trop près d'eux. Mais ils étaient lucides sur un point, qui allait se révéler primordial une fois passées les violences hitlériennes : c'est qu'une société poussant à un degré toujours plus fort la division du travail en vue de promouvoir une expan-

sion économique sans autre finalité que l'accélération de ses propres rythmes, une telle société anéantit l'homme.

C'est le sens de ces premières lignes du *Manifeste* de 1924. Dès qu'il est sorti de l'enfance, l'homme, condamné à travailler pour vivre, consent à l'absurdité d'un système qu'il n'a pas la possibilité de refuser. Seulement s'il garde « quelque lucidité », il peut se retourner vers son enfance, à un moment où il vivait l'illusion que tout était possible.

Bien entendu, cette intuition première du mouvement surréaliste est marquée d'ambiguïté. Elle pourrait être interprétée comme une défiance à l'égard de toute forme de société et d'organisation du travail. En fait, il ne s'agit pas de cela. Les jeunes écrivains, poètes, artistes des années 20 vivaient bel et bien dans une société où la démocratie politique avait créé les conditions d'existence d'un système de production et de consommation fonctionnant sur lui-même, indépendamment de la vie réelle. C'est bien de là que sont partis les surréalistes, et, en 1974, comment ne pas leur donner acte du bien-fondé de ce point de départ ?

LIBERTE ET ERRANCE DE L'IMAGINATION

« Le seul mot de liberté est tout ce qui m'exalte encore, écrit Breton. Je le crois propre à entretenir, indéfiniment le vieux fanatisme humain. Il répond sans doute à ma seule aspiration légitime. Parmi tant de disgrâces dont nous héritons, il faut bien reconnaître que la plus grande liberté d'esprit nous est laissée. A nous de ne pas en mésuser gravement. Réduire

l'imagination à l'esclavage, quand bien même il y irait de ce qu'on appelle grossièrement le bonheur, c'est se dérober à tout ce qu'on trouve, au fond de soi, de justice suprême. La seule imagination me rend compte de ce qui peut être, et c'est assez pour lever un peu le terrible interdit ; assez aussi pour que je m'abandonne à elle sans crainte de me tromper (comme si l'on pouvait se tromper davantage). Où commence-t-elle à devenir mauvaise et où s'arrête la sécurité de l'esprit ? Pour l'esprit, la possibilité d'errer n'est-elle pas plutôt la contingence du bien ? »

La possibilité du bien, sa découverte, ne peut se réaliser qu'à un détour des chemins de la liberté. La vraie liberté, c'est celle des images, aussi toutes les images doivent-elles être possibles. Il faut libérer l'esprit de tous les tabous de la logique et de la morale. *Prenez vos désirs pour des réalités* est un slogan typiquement surréaliste. La fausse opposition entre réel et irréel doit être dépassée dans la recherche permanente et « fanatique » du surréel par les productions sans limites de l'imagination. Plongées dans l'inconscient et alchimies de la création artistique justifient un retour aux traditions ancestrales de la pensée.

Breton s'enfoncera de plus en plus dans ce type de démarche, où plusieurs de ses amis ne voudront pas le suivre. L'histoire des scissions du mouvement surréaliste est essentiellement celle des diverses manières qu'il y avait de refuser cette fuite dans l'imaginaire, sans y renoncer totalement. L'idéologie marxiste présentait le mérite évident d'offrir un imaginaire solide, sérieux, crédible, prétendant apporter une nouvelle possibilité de « croyance à la vie ».

attention, faussaires

- ... Tu rigoles.
- Je suis un aventurier.
- Dans ta tête.

L'aventure commence quand on a tout perdu. Sans bagage. Il faut donc avoir eu. Et encore marcher.

Le poète doit traquer les faux.

Faux-monnayeurs de l'écriture. A fausses pistes. A faux semblants.

— La combine, vous connaissez ?

C'est un envieux (le commun des péchés, le pire). Faux-jeton. Tout de trucs et de troque. Piège à sots. Il connaît sa proie. Même toc. Parfois, il l'oublie.

— M'as-tu vu.

— !

— M'as-tu vu. J'ai fait ci. J'ai fait ça.

Rien.

Vieux machin virtuel. Des faux espoirs. Des fausses certitudes. Des fausses bonhomies. Des fausses couches.

Il s'attelle. Il salive. Il rédige. Il renifle.

Demain, il croit diriger. Arriver.

Faux.

Larve de rêvasserie. De paperasserie. Romantique : retenons les tics.

On cherche homme sans âge. Sans visage. Sans talent. Doux. Un brin arrogant. Gentil. Bien sous tous rapports littérairement. Pour carrière.

Un prête-nom. Un tire-bottes. Un torchon-cul. Un bricoleur de systèmes.

Lui.

On ne gagne rien à têter les livres. Si, pardon. De l'ouïe, on passe dame patronnesse : un brevet d'impuissance.

Elle.

Alors, au milieu du fleuve. Mauvaise nageuse, pelotée par le courant. Œil à l'amont, fuite en avant, la vieille se veut entraîneuse. Elle n'est que traîne-fesses.

La poésie ne va pas dans le sens de l'histoire. L'œuvre colle à l'actualité.

— Vous viendrez sous ma bannière. Vous aurez droit à mon chapeau.

— Qu'on le sache ! Je ne suis pas porte-drapeau. Je n'écris pas sous un faux nom. Je répugne les bannières. Je ne porte pas de chapeau.

Michel NAU

C'est en 1927 que Breton lui-même, Aragon, Paul Eluard et Benjamin Péret adhèrent au Parti communiste. Moins de dix ans plus tard, Breton rompt avec le Parti, tandis qu'Aragon commence à sombrer doucement dans le stalinisme.

Cet itinéraire du mouvement surréaliste est exemplaire, et condamne beaucoup plus la société qui l'a secrété que les adeptes qui le soutenaient. En amenant de jeunes artistes, de jeunes poètes à fuir dans l'imaginaire et le magique l'immense machine qu'est devenue la vie sociale, elle les coupe assez de la *vie réelle* pour faire que lorsqu'ils veulent y retourner, ils n'en retrouvent qu'une caricature : un imaginaire logique, avec la logique du totalitarisme.

Christian DELAROCHE

(1) Par exemple, « Les Surréalistes », de Philippe Audouin, qu'ont publié il y a quelques mois les Editions du Seuil. (Collection *Ecrivains de Tousjours*.)

NOUVEAUX POINTS DE VENTE

ANGOULEME

Lib. de la Presse, Pl. de l'Hôtel-de-Ville ;
Drugstore « Marengo », rue Marengo.

METZ

Tabac-Journaux Schoeb, rue du Palais.

AVIS AUX ABONNES

Si la bande de votre journal porte la mention 6/72, 6/73 ou 6/74 votre abonnement se termine à la fin du mois. Vous nous rendriez un grand service en le renouvelant spontanément.

MERCREDIS DE LA N.A.F.

Prochaine réunion le mercredi 22 mai à 21 heures, 12, rue du Renard (salle du 2^e étage).

Conférence-débat sur « La question régionale » avec notre invité du trimestre, M. Jean-François Gravier, auteur de « Paris et le désert français ».

AUTO-COLLANTS

Des autos-collants sont disponibles (format 8 x 11 cm).

Tarif :

50 ex. : 5 F (franco 6 F)
100 ex. : 8 F (franco 10 F)
500 ex. : 30 F (franco 33 F)

CAMPS D'ETE

Deux camps auront lieu cet été. L'un du 25 juillet au 9 août à Agde, plutôt axé sur des méthodes nouvelles de propagande et ouvert sur l'extérieur. L'autre du 1^{er} au 11 septembre en Bretagne, dans notre maison de la rue des Aubiers, consacré en grande partie à la formation des militants. Des renseignements pratiques vous seront donnés plus tard mais réservez déjà ces dates et incitez tout particulièrement les nouveaux militants à participer à ces camps.

"un autre maurras"

A l'heure où les deux champions du système apparaissent tragiquement inaptes à dépasser leurs perspectives étroites de gestionnaires, la nécessité de penser en termes de haute politique, de société, de civilisation, apparaît plus que jamais urgente. Mais alors, n'est-ce pas l'utopie qui menace ? L'utopie, son ordre idéal, et au bout, le totalitarisme.

Ou bien, est-il une autre voie ? C'est bien notre conviction, celle qui fonde « le projet royaliste », la véritable alternative à l'anti-cité, à la dissociété moderne.

Cette voie, Charles Maurras, philosophe et penseur politique, l'avait tracée. Tel est le fil directeur du livre de Gérard Leclerc « un autre Maurras ». Pour échapper à l'anti-cité et à l'utopie, la philosophie maurrassienne s'impose dans ses vues les plus profondes et les plus prophétiques.

Dans le débat présent, « un autre Maurras » apporte un dossier essentiel, qu'il importe de diffuser au maximum.

La souscription continue. Pour que le livre paraisse en juin, il nous faut au plus tôt réunir encore 350 commandes !

Les prix seront les suivants pendant la souscription.

1 ex. : 25 F (franco)
3 ex. : 65 F (franco)
5 ex. : 100 F (franco)
10 ex. : 170 F (franco).

Après la souscription, les prix seront :

1 ex. : 27 F (plus port)
3 ex. : 75 F (plus port)
5 ex. : 115 F (plus port)
10 ex. : 180 F (plus port).

Pour souscrire à ce livre, il suffit de le commander à l'Institut de Politique Nationale. B.P. 558-75026 Paris Cedex 01. Tous les versements seront faits à l'ordre de l'IPN - C.C.P. La Source 33537-41.

Je soussigné, Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

désire recevoir exemplaires (s) de l'édition courante du livre de G. Leclerc sur Maurras et verse la somme de

Je vous règle donc la somme totale de par chèque bancaire, chèque postal, mandat, espèces (1).

Date

Signature

C.C.P. La Source 33-537-41.

(1) Rayer les mentions inutiles.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1^{ER}

après le 19 mai

à la recherche d'une légitimité

Cette troisième élection du président de la République au suffrage universel, j'ai le sentiment qu'elle constitue le plus grave échec du général de Gaulle. Non point à cause de la défaite de Jacques Chaban-Delmas : cette défaite est celle d'un homme, non d'une idée. L'échec du général est l'échec de son œuvre, de sa volonté fondatrice d'un Etat qui soit l'instrument de l'unité française par-delà les partis et les factions. Pour le comprendre, la lecture des *mémoires d'Espoir* s'avère indispensable : « Pour que l'Etat soit, comme il le faut, l'instrument de l'unité française, de l'intérêt supérieur du pays, de la continuité dans l'action nationale, je tenais pour nécessaire que le gouvernement procédât non point du Parlement, autrement dit des partis, mais au-dessus d'eux, d'une tête directement mandatée par l'ensemble de la nation et mise à même de vouloir, de décider et d'agir. Faute de quoi, la multiplicité des tendances qui nous est propre, en raison de notre individualisme, de notre diversité et des ferments de division que nous ont laissés nos malheurs, réduirait l'Etat à n'être, une fois encore, qu'une scène pour la confrontation d'inconsistances idéologiques, de rivalités fragmentaires, de simulacres d'action intérieure et extérieure sans durée et sans portée » (1).

L'intention est nette et claire. Confrontée à la pratique, elle s'est progressivement trouvée trahie par le moyen-miracle qui devait répondre à tous ses vœux. De Gaulle, lui-même, à travers le ballottage de 1965 avait dû sentir la fragilité de sa solution, une solution qui constituait pourtant à son avis l'équivalent moderne de l'hérédité, du sacre et de l'absolutisme de l'ancienne monarchie. Lui-même, avec son histoire, sa légende, son prestige, s'était trouvé mis en minorité ! L'ancien professeur d'histoire de Saint-Cyr avait dû comparer ses résultats à ceux des plébiscites du Second Empire, ce Second Empire dont il avait bien souvent parlé à ses élèves parce qu'en lui s'était réalisée la synthèse de la démocratie et de la monocratie. Parce que, pour Charles de Gaulle, de tout temps, le problème institutionnel moderne français avait consisté à donner une tête à la République.

On n'en était déjà plus aux résultats des plébiscites de Napoléon III ! Mais qu'aurait dit le fondateur de la V^e République devant le duel Giscard - Mitterrand ? Abstraction faite des hommes, des attirances ou répulsions personnelles ? Qu'eût-il d'abord pensé de cette campagne à l'américaine ? Incontestablement, elle lui eût semblé peu compatible avec la dignité d'un futur chef de l'Etat. Lui, aussi sensible au rite, n'eût pas admis de s'abaisser au niveau de la joute. Le rite bien sûr implique le spectacle, mais n'est jamais commandé par lui. De Gaulle avait su créer un rite avec ses apparitions télévisées. Jamais il n'aurait admis de se soumettre au spectacle imposé par la télévision. Jamais, il n'aurait admis un match avec un concurrent. C'eût été admettre implicitement que l'Etat était l'enjeu d'un spectacle ou d'un jeu.

Mais surtout, le fait que l'élu soit l'homme d'une moitié de la nation, désigné contre le vœu formel de l'autre moitié, ce fait dans sa

simplicité constitue la véritable tragédie de l'Etat gaullien. Le problème ne consistait absolument pas pour le fondateur de la V^e République de parvenir à une « simplification » de la vie politique française par la bipolarisation. Il consistait avant tout à arracher l'Etat aux partis, que ces partis se réduisent à deux, qu'importe ! Puisqu'il devient évident que l'élu a été choisi par l'un contre l'autre, qu'il lui est donc lié, qu'il ne saurait donc que par un abus de vocabulaire se dire l'homme de tous, l'élu de la nation tout entière...

Tragédie, le mot n'est pas trop fort lorsque l'on songe qu'il s'agissait d'unir, de rassembler et que l'on a abouti à séparer à créer un gouffre, à cristalliser les catégories sociales et à les opposer comme jamais elles ne le furent depuis quarante ans ! Le président fait pour vouloir, décider et agir a contre lui au départ la faction la plus importante de la jeunesse et du monde du travail... C'est bel et bien l'échec de la volonté fondatrice qui présida à l'avènement du régime. Aussi l'événement impose-t-il une réflexion fondamentale sur le pouvoir, son exercice et ses fins.

L'ABSENCE DE LEGITIMITE

Il faut prendre garde aux comparaisons avec les pays étrangers. Elles sont trompeuses, à tout point de vue, même entre pays contigus. On sait les graves mécomptes que nous eûmes naguère à subir de l'excessive anglomanie des prétendus philosophes du XVIII^e siècle. Pourtant par-delà l'hétérogénéité et la spécificité des institutions liées aux caractéristiques permanentes et à l'histoire des nations, des éléments communs se retrouvent qui constituent l'essence du politique. Ainsi, on peut être sûr que quelle que soit sa forme un régime n'est solide que s'il s'appuie sur une véritable légitimité. La légitimité constitue le fondement de l'autorité dans la mesure où, au-delà des pratiques, elle établit une correspondance entre les actes du pouvoir et les fins de la cité.

Ce problème est difficile. Nous aurons l'occasion d'en reparler en analysant l'ouvrage fondamental de Claude Bruaire sur la *raison politique* (2). Mais nous pourrions, cette fois, retenir un enseignement de ce philosophe, l'un des plus importants de ce temps : « Ce fond invisible de l'histoire (la légitimité) est aussi fondamental qu'indéterminé. La conformité à une Constitution, à une loi de succession par exemple, n'est jamais de soi, signe de légitimité. Elle ne concerne, en effet que le respect d'une légitimité, c'est-à-dire le fait d'un droit, non le fondement et le sens qui semblent situer le légitime dans une abstraite métaphysique. Toutefois, si le respect de la loi fondamentale ou constitutionnelle est normalement reçu comme signe immédiat de légitimité, c'est sous couvert d'un consentement à cette loi. Mais un consentement ne peut être préalable, il ressort d'une preuve faite, d'une justice effective de la légalité, c'est-à-dire des œuvres du pouvoir. Aussi la légitimité ne saurait-elle devancer celui-ci. Elle ne se manifeste que dans la durée de l'adhésion. »

Si le seul signe de légitimité du pouvoir se manifeste dans la durée de l'adhésion à l'autorité, il paraît bien évident qu'il n'y a jamais eu en France de légitime que la monarchie capétienne et qu'aucune autre légitimité n'est parvenue jusqu'ici à se substituer à celle de notre ancienne monarchie. Derrière le signe se cache tout un sens qu'il faudra déchiffrer, tant bientôt les citoyens français auront faim de ce sens. Lorsqu'on aura découvert que la loi du nombre est dérisoire, ridicule et odieuse, on aura d'autant plus soif d'une légitimité, on aspirera d'autant plus à en découvrir le sens, que la lutte civile menacera, qu'une situation « à la chilienne » se présentera dont le prestige du nombre sera impuissant à enrayer les conséquences.

Nous pensons avoir été les seuls au moment du drame de Santiago à découvrir ces perspectives apparemment indifférentes à tous les commentateurs, de gauche, du centre, du marais ou de la droite. Nous nous permettons donc de rappeler ce que nous écrivions il y a huit mois.

« Avant et après le coup d'Etat, la situation du Chili est celle d'un pays coupé en deux, plus tragiquement encore que la France du front populaire, étonnamment proche de l'Espagne de la guerre civile... »

« Il est caractéristique que majorité et opposition se jettent en France l'exemple chilien à la figure, avec une rare âpreté. N'est-ce pas que la guerre civile est à l'horizon de tout régime démocratique ? »

« Lorsqu'il n'y a pour assurer la paix que la « légalité », la légitimité étant une notion étrangère à la démocratie, il faut craindre le pire. La légalité n'est que le respect d'une règle arbitraire, impuissante à mesurer les passions. La légitimité seule peut donner une mesure ; elle est le contraire de l'arbitraire, elle est du domaine de l'être, elle ne se sépare pas de l'être de la nation, elle refuse donc la loi des partis par définition. »

« Il faut plaindre les Chiliens que l'arbitraire de la légalité a livrés à la guerre civile. Mais nous, serons-nous assez fous pour nous priver du recours d'une légitimité qui se confond avec l'idée même de la France ? »

Qu'ajouterons-nous à ce texte, alors que les leçons des présidentielles sont là pour le corroborer. Le dérisoire 50,7 de Giscard constitue d'autant moins le fondement d'une légitimité, qu'il n'indique que la faible victoire d'un parti, qui fut celui de la peur. Les 49,3 de Mitterrand n'ont déjà de cesse d'obtenir leur revanche. Nous allons vers des lendemains difficiles.

Que pouvons-nous donc, dans l'effondrement de la légitimité gaullienne, la division profonde du pays en deux factions, sinon proposer au pays le seul recours, recours à une légitimité seule capable de réaliser le progrès et la justice dans la paix et la fraternité ?

Gérard LECLERC

(1) Charles de Gaulle : *Mémoires d'Espoir*, tome II. Plon.

(2) Claude Bruaire : *La raison politique*. Fayard.